

Histoire du Parti communiste en Charente

Première partie : Les premiers pas.

Rapide état des lieux

A la veille de la première guerre mondiale, les salariés de l'industrie en Charente représentent 16% de la population active ; moyenne nationale 25,8%. Ce qui situe la Charente au dernier rang avec 30 autres départements. 28% des salariés charentais travaillent dans des établissements de plus de 100 salariés. C'est très peu. Ces pourcentages resteront les mêmes jusqu'en 1936. On note des grèves très dures et un climat de violence entre patronat et syndicats. Les "jaunes" sont rudement pris à partie par les grévistes. Les quatre grands courants du Parti Socialiste sont représentés au sein du "Parti Socialiste Unifié". Ils sont de force égale. Le Marxisme n'a pas pénétré en Charente et guère dans le pays, d'ailleurs.

A la veille du Congrès de Tours

Le Parti Socialiste moribond en 1918 pour cause "d'union sacrée" durant la guerre, s'est rapidement reconstruit. Les effectifs socialistes sont de 2.000 en Charente. (Entre 5.000 et 10.000 en Haute Vienne). Contrairement à une légende, les hommes qui vont adhérer aux 21 conditions imposées par la IIIème Internationale -en fait le Parti Communiste Russe- ne sont pas des hommes nouveaux. M. Cachin par exemple a été un des plus acharnés en faveur de la politique "d'union sacrée" : "Tout ceci se termine par la peste, la famine et le bolchevisme" (lettre à sa femme fin 1918). Avant le Congrès de Tours, Cachin et Frossard, font un voyage en Russie. Ils reçoivent un très mauvais accueil à Moscou. Ils auront une très mauvaise connaissance des 21 conditions. Ces 21 conditions définissaient nettement les modes de fonctionnement d'un parti mondialement centralisé dont les sections nationales devenaient des détachements bénéficiant d'une autonomie médiocre réduite à néant par les représentants de l'internationale communiste dans les pays.

Le P.S. charentais adhère à la IIIème Internationale

Le Parti Socialiste charentais se réunit à Ruelle le 5 décembre 1920 ; 102 délégués sont présents. Le vote pour l'adhésion, motion "Cachin-Frossard" obtient 79 voix. La motion "Longuet-Paoli" : 22 voix ; celle de Léon Blum : aucune voix. Deux délégués sont élus pour participer au Congrès de Tours : Couffy-Bussy, ingénieur agronome, gérant des Coop à Chalais, éleveur, Conseiller Municipal de Chalais. Sa biographie concernant son passé de militant est impressionnante. Gaston Brouillet, ouvrier mouleur à la fonderie de Ruelle. Ces deux délégués seront porteurs de 10 mandats. Ce qui est peu : 50 en Haute Vienne et Dordogne, 568 pour le Nord. Au Congrès de Tours, la majorité, pour laquelle voteront les deux délégués charentais, deviendra : Parti Communiste S.F.I.C. (Section Française de l'Internationale Communiste). Longtemps on dira "la S.F.I.C.". L'appellation définitive de Parti Communiste Français ne sera officialisée qu'au Congrès de Villeubanne en 1934.

Congrès fondateur du P.C.-S.F.I.C. Charentais

Il aura lieu en mars 1921 à Angoulême. G. Brouillet en deviendra le premier secrétaire fédéral. Sa maison située sur la commune de Magnac, aujourd'hui rue de la Grange, sera le premier siège de la fédération. On peut dire, pour des raisons historiques, que nous ne pouvons développer ici, que le berceau en Charente du P.C.-S.F.I.C. se situe à Ruelle et Magnac-sur-Touvre.

Le cas de Cognac

Cognac connaît une situation un peu à part, dans la mesure où une section communiste a été mise en place avant le Congrès de Tours. Les initiateurs en sont deux "fortes têtes" : René Tapon, instituteur décrit comme "très ambitieux" par les rapports de la "Police Spéciale", ancêtre des R.G. et Faure-Brac, électricien à l'usine Sanchez-Besa. Cette section au tempérament porté à l'indépendance est

forte de 65 adhérents. Elle est déjà en désaccord avec la ligne Cachin-Frossard et soutient un vieux militant et syndicaliste socialiste Renoult. Etudier la vie, à ses débuts, de la section de Cognac, n'est pas chose ennuyeuse. Les deux hommes qui la dirigent sont hauts en couleur. Ils sèment l'émotion dans la bourgeoisie "bien pensante" de cette ville. Une "guerre" va s'instaurer entre le Sous-Préfet et Faure-Brac. Ce dernier finira par être licencié de son entreprise. Le Sous-Préfet aura ces mots : "Ca servira d'exemple !". La paysannerie charentaise est absente. Les Sous-Préfets notent "l'esprit conservateur". Celui de Confolens signale seulement un forgeron "illettré" à Champagne-Mouton et un instituteur adjoint de Pleuville qui sera déplacé "pour intempérance de langage". Il s'agit de Robert Gagnaire.

Presse et propagande de la S.F.I.C. en Charente

Le 10 juillet 1921, sortira le premier numéro du "Travailleur Charentais" avec en sous-titre : "Celui qui ne travaille pas ne mange pas". C'est un hebdomadaire très grand format, imprimé 17, rue des Trois Notre Dame à Angoulême. Un nommé Antoine, commis aux écritures à la fonderie de Ruelle, maire de cette localité, signe régulièrement les éditos. En fait c'est lui qui dirige véritablement la fédération. Les rapports de police le signalent comme un "intrigant", qui "vise le poste de député". Ce qui n'est pas faux. Les articles du journal sont des reprises de grandes plumes : Boris Souvarine, Paul Vaillant-Couturier, Marcel Cachin, Anatole France, Séverine, l'historien Mathiez, etc... En octobre 1921, le journal compte 600 abonnés, sa progression est de 25 abonnements par jour. Il tire à 2.000 exemplaires. La fédération charentaise prend de sérieuses dispositions pour la diffusion de "l'Humanité". La direction nationale a délégué dans le département un permanent pour sa diffusion. Il s'agit d'un nommé Treint, instituteur révoqué, dont on reparlera. Ruelle compte 330 abonnés, Magnac 70, etc..., des chiffres qui aujourd'hui font rêver ! Trotsky dans "le Travailleur Charentais" est présenté de manière récurrente comme "un professeur de stratégie révolutionnaire". L'heure est à la délégation de représentants dans les départements. Ainsi, le secrétaire général Frossard désigne pour la Charente son "représentant permanent" Verfeuil.

Les cadres—L'Organisation

La faiblesse de la S.F.I.C. en Charente tient à l'absence de responsables à forte personnalité. De nombreux cadres, souvent des élus extérieurs, se déplaceront en Charente pour assurer réunions et débats. Ce sera le cas notamment de Bouthonnier, maire de Périgueux un professeur révoqué. Orateur redoutable "il écrasera" Paul Faure, secrétaire de la S.F.I.O., devant 900 personnes, salle de la Maison du Peuple à Ruelle. La fédération charentaise donne son adhésion à "l'Union du Centre-Ouest" dont le centre est à Limoges. Jusqu'en 1924, date dite de la bolchevisation, le P.C.-S.F.I.C. gardera l'organisation du Parti Socialiste. On s'appelle citoyen (ne) au lieu de camarade. Le Parti accorde une très grande place au travail en faveur de la Révolution Russe. Marcel Cachin dans "le Travailleur Charentais" reprend l'analyse de la IIIème Internationale : "Tout mettre en œuvre pour la Révolution mondiale". Le "Grand Soir" est à l'ordre du jour. Le premier congrès fédéral a lieu à Ruelle le 18 décembre 1921. Soit un an après le Congrès de Tours. Bilan, 1.010 cartes placées, 7.000 timbres payés. La fédération est classée au plan national au 23ème rang. Ce qui lui donne droit à 41 mandats pour le Congrès National de Marseille.

Le climat des réunions

Il est marqué par la violence des propos. Les points le plus souvent discutés sont : les nouveaux riches, la guerre et la paix, la cherté de la vie, les impôts sur les salaires et les denrées de consommation qui frappent durement la classe ouvrière. Préfet et Sous-Préfets sont inquiets. Le Parti est très vivant. "La Police Spéciale" est sur les dents. L'appel à la répression commence à se faire jour.

Batailles au sein du Parti

Les syndicats ouvriers doivent-ils être soumis au P.C.-S.F.I.C. ? Les sections d'Angoulême, Saint-Michel sont pour l'indépendance. Finalement les séparatistes seront battus 33 mandats à 8. La position de l'Internationale est respectée.

Fin du Grand Soir

La IIIème Internationale donne "l'ordre" de "passer de la guerre de mouvement" à "la guerre de position". La tactique : "gagner les réformistes" pour un "front unique du prolétariat". Le résultat sera une grande confusion dans les esprits. Le "Front unique" est désavoué par les adhérents en Charente et pas seulement. La raison en est que les adhérents du P.C.-S.F.I.C., qui ont quitté le Parti Socialiste, "parti des traîtres", ne veulent pas entendre parler d'union avec ces derniers. Pour cette position du P.C.-S.F.I.C., le 4ème Congrès de l'Internationale qui se tiendra en 1922, lancera une violente attaque contre les communistes français.

Deuxième Congrès Fédéral

Le deuxième congrès fédéral qui aura lieu à Magnac le 15 octobre 1922 débattira de la question. Antoine le leader charentais est encore favorable à la IIIème Internationale. Une minorité veut une IIIème internationale et demie. Antoine prendra la parole dès l'ouverture du congrès pour réaffirmer : "Marcher d'accord avec la IIIème Internationale". Les partisans du "Front Unique" sont sur la défensive. Déjà les demandes d'exclusions fusent. La position d'Antoine triomphe. Faure-Brac crie au "coup de force". Mais rien n'y fait. Le président de séance Chambaraud lève la séance au cri de : "Vive la Charente communiste !".

La fédération charentaise en crise

En fait rien n'est réglé bien au contraire. La gestion à la hussarde de la IIIème Internationale fait de gros dégâts. Souvarine est démissionné, arrivée de Boukarine et mise en pratique de la nouvelle orientation de la IIIème Internationale : "La bataille pour le contrôle ouvrier, la conquête des syndicats et des organisations de masse, la bolchevisation du Parti". 1923 : Lénine n'est plus pris en compte. Il était contre la russification des partis communistes. Janvier 1923, en Charente, la première section qui démissionne est Saint-Michel, avec la déclaration suivante : "Ni les uns, ni les autres quand nous avons adhéré à Moscou n'avions entendu faire abandon de notre droit de libre discussion". Antoine déclare le Parti en crise. Il reviendra très dépité du congrès national. La confusion dans le Parti et en Charente est à son comble. Antoine affirme que la tutelle de la IIIème Internationale ne correspond pas à l'état d'esprit des militants de notre pays. "On ne pourra faire la Révolution qu'à la française". Avec quelques vues prémonitoires il écrira dans "Le travailleur charentais" :

"... Quand les hommes qui dirigent actuellement la Russie émettent la prétention d'imposer leur dictature à la terre entière ils font un rêve de fou. Le peuple sur lequel ils s'appuient est toujours le peuple amorphe qui subissait, hier encore, le knout des tsars gouverné par une police dont la cruauté et la sottise étaient légendaires. La dictature actuelle qui tend à libérer les hommes du grand capital a une autre allure, mais elle est subie par le peuple russe qui n'en aperçoit ni la portée ni le but. Croire que tous les peuples s'inclineront comme le peuple russe est une grande erreur. Il n'empêche que la Russie actuelle est une grande force morale et qu'à Lausanne comme ailleurs, elle constitue un frein aux ambitions insatiables et démesurées des capitaux occidentaux..." Les communistes charentais dans leur immense majorité seront solidaires d'Antoine qui est exclu du Parti. Son cas est publié dans l'Humanité, qui traite "le travailleur charentais" de "feuille excrémentielle". Le 25 février 1923, le congrès fédéral de la Charente quitte le P.C.-S.F.I.C. pour fonder "la Fédération Communiste Unitaire". Les huit fédérations appartenant au Centre-Ouest font de même. C'est le temps de la violence des propos, dans les réunions entre les hommes. Frossard, qui a été exclu ou s'est exclu lui-même, on ne sait trop, est présent à Ruelle. Il croise Bouthonnier étiqueté "œil de Moscou" et qui ne quitte plus le département. Ambiance ! Finalement le Congrès de Ruelle décide de s'intituler "Parti Socialiste Communiste" et avec en sous-titre : "Union Fédération des Ouvriers et Paysans Révolutionnaires". Antoine déclare : "La IIIème Internationale a détruit la Révolution". Sur les 109.000 adhérents que comptait le parti au plan national, dans un premier temps 50 à 60.000 seront exclus et bien d'autres rapidement.

Le Parti n'est plus qu'une secte

Le congrès du "Parti Socialiste Communiste" sera clôturé par un grand meeting à Angoulême, Salle Philharmonique, trop petite pour l'occasion. La presse locale signale une "trentaine de purs" qui ont pris place à gauche au pied de la tribune. Ils réclament la présidence de l'assemblée par la voix de Carrier secrétaire de la section S.F.I.C., d'Angoulême. La salle ne veut rien entendre. La présence de Vaillant-Couturier avait été annoncée ; empêché, c'est Faure-Brac qui le remplacera. Capable du meilleur comme du pire, ce jour là ce sera le pire. Il sera hué dans un tintamarre du diable ! Frossard

prendra la parole et finira d'éreinter la S.F.I.C. charentaise. Le soir même il prendra la parole devant 700 personnes à la Maison du Peuple à Ruelle. Le Parti Communiste S.F.I.C. s'est effondré. Il n'est plus en Charente, comme dans tout le pays, qu'une secte.

Seconde partie : 1924 - 1940.

Après Frossart

Après Frossart, l'Internationale Communiste "installe" Treint Secrétaire général de la S.F.I.C. Très connu en Charente, notamment à Ruelle, il avait impulsé avec succès la diffusion de l'Humanité. Instituteur révoqué en 1920 pour faits de grève, Treint avait participé à toute la guerre de 14 – 18 et la terminera au grade de Capitaine. Courageux, il va diriger le Parti militairement ; comme on conduit un bataillon à l'assaut. La direction de la S.F.I.C. continue d'être minée par les luttes internes et le sectarisme.

En Charente

En Charente la S.F.I.C. va redémarrer avec l'activité des Jeunesses Communistes. Ils ne seront, durant des années pas très nombreux, une quarantaine. Ils sont surtout implantés à Ruelle et Angoulême. Peu nombreux ils seront en revanche très actifs. Trois dirigeants font parler d'eux : les frères Berger, surtout Raymond qui militera sans discontinuer jusque dans les années 1970 et un nommé Thonus. Pour bien comprendre l'histoire, à ses débuts, du P.C.-S.F.I.C., en Charente il faut étudier : le mouvement coopérateur, l'A.R.A.C. divisée, comme au plan national, en deux clans ; les partisans de la subordination à la S.F.I.C. face au courant réformiste et enfin le syndicat C.G.T.U. Bien entendu la place nous manque ici pour développer toute une situation relative à ces organisations. Les coopératives vont être un enjeu entre Réformistes et Révolutionnaires. Ce sera un très grand souci pour le Préfet soumis à une relance permanente du Ministère de l'Intérieur. Les rapports de police sont nombreux. Tous craignent que le bénéfice des coopératives serve au P.C.-S.F.I.C. Les coopératives de Ruelle, Magnac, Chalais, Champagne-Mouton... sont considérées être dans les mains des communistes. Ce qui est exact. A Cognac une violente bataille opposera Réformistes et Révolutionnaires pour la direction des coopératives. Elle justifiera le déplacement de Jouhaud, Secrétaire Général de la C.G.T., contre la S.F.I.C. dirigée par Faure-Brac. Les Réformistes gagneront l'essentiel du Mouvement Coopérateur à Cognac. L'A.R.A.C., à Ruelle et Magnac, a un comportement très violent. Une affaire qui aura lieu à Magnac saisira le Ministre de l'Intérieur. Rapidement s'instaurera une sorte d'osmose entre l'A.R.A.C. et la J.C. La raison en est que ce sont là tous des jeunes. L'A.R.A.C. est composée d'anciens combattants très jeunes, 25 ans et même moins. Un homme sur deux a été mobilisé et a connu les horreurs de la guerre. Gabriel Peri, Secrétaire Général des J.C., P. Vaillant-Couturier, viendront souvent tenir des meetings à Ruelle. A l'A.R.A.C., dans le Mouvement Coopérateur, à la C.G.T.U. on retrouve toujours les mêmes hommes. Les jeunes communistes vont se révéler dans ce qu'il est convenu d'appeler la propagande anti-militariste, c'est-à-dire contre l'utilisation de l'armée contre les grèves et contre les guerres coloniales du Maroc et de la Syrie alors colonie française. Ils vont militer pour la défense de l'U.R.S.S., contre l'occupation de la Rhur et pour la défense des conditions de vie des soldats. Peu nombreux, mais terriblement efficaces. L'auteur de ces lignes est frustré de ne pouvoir, faute de place, développer une situation intéressante en Charente : la J.C. tente d'implanter des cellules communistes dans les régiments en garnison à Angoulême. Au 107ème Régiment d'Infanterie, dans les blindés, le train, etc... Ces tentatives concernent également ce qu'on appelle à l'époque les "nouvelles armes", comme les chars, les compagnies de mitrailleuses, etc... Ces jeunes vont payer très cher cette lutte. Souvent au petit matin on rencontre des J.C. menottés entre gendarmes à cheval. Berger sera fréquemment arrêté pour distribution de tracts aux abords ou aux portes des casernes. La création de cellules communistes dans l'armée en Charente, n'est pas seulement le fait des J.C., non sous les drapeaux. Des jeunes engagés, militaires de carrière, notamment des sous-officiers y participent. Une retentissante affaire, dramatique, sera l'arrestation du Maréchal des Logis Duhornay, sans doute membre de la direction nationale des Jeunesses Communistes.

Bataille des affiches et pour la pose de "papillons"

Pourquoi ? En effet cet acharnement autour de l'affiche peut paraître curieux aux générations d'aujourd'hui. Mais à l'époque, pauvre en médias tels que nous les connaissons, ce sont des vecteurs d'information d'une grande importance. En tout cas, les rapports de police en font foi, c'est un cauchemar pour le Préfet et la police qui procède au décollage rapide, ainsi qu'aux récupérations. Il en existe une intéressante collection aux Archives Départementales. Les archives de police nous renseignent sur les arrestations nombreuses de militants pris en flagrant délit ou tout simplement dénoncés, à Angoulême, Cognac, Ruelle, etc...

Bolchevisation du Parti Charentais

La bolchevisation du Parti est la mise en place de l'organisation du Parti sur les bases du parti russe. C'est ainsi qu'est entreprise très concrètement la bataille pour la création de cellules d'entreprises. G. Brouillet, toujours secrétaire fédéral parcourt tout le département. Il faut bien se représenter le courage de ce responsable : ouvrier mouleur, métier très pénible, neuf heures par jour, six jours sur sept, peu de moyens de locomotion, vélo ou train, la police à ses trousses... La première cellule d'entreprise est créée par ses soins à la fonderie de Ruelle, fin d'année 1924. Nous en connaissons tous les détails grâce à un rapport de police. La réunion eut lieu au Café de la Fonderie, premier étage, en présence de seize futurs adhérents et de quatre J.C.

Arrivée d'un révolutionnaire professionnel

Son nom : Charles Doucet. On sait peu de choses sur lui. La police est sur les dents. A peine sait-elle qu'il vient de Nice où il a participé à "bolcheviser" le parti et à organiser la J.C. En tout cas il est très bien entraîné à la clandestinité. Il va semer tous les fins limiers de la "Police Spéciale". Il s'occupera de toute la région. Insaisissable, la police le croit à Saintes, il est à Rochefort, etc... Et surtout, contrairement aux responsables locaux, il ne laisse traîner aucun papier derrière lui. Sa chambre, à Angoulême, sera régulièrement perquisitionnée. La police n'y trouvera jamais un indice. Y dormait-il seulement ? Sous l'impulsion de Ch. Doucet, 1926 sera en Charente l'année décisive pour l'implantation durable du P.C.-S.F.I.C. Nous en avons la preuve par ce témoignage du Commissaire de la Police Spéciale Quéné, policier intelligent, conseiller du Préfet : "Je suis depuis longtemps, très attentivement, tous les agissements des militants du P.C. Je n'avais pas encore vu exécuter un plan avec autant de méthode, de suite, de discipline et d'audace que celui poursuivi actuellement en Charente et dans les départements limitrophes par Doucet et ses camarades". A l'initiative de Doucet, la fédération charentaise avait décidé d'axer tous ses efforts parmi les travailleurs de l'Etat, la S.N.C.F., et en second lieu dans les entreprises du papier carton (2.500 employés environ). Pour la première fois le Parti se soucie de faire adhérer des femmes. Les perquisitions à domicile vont redoubler. Bien des négligences seront à l'origine de catastrophes. La police est partout et donne l'impression d'un policier derrière chaque militant. Brouillet, le secrétaire fédéral, ne compte plus les perquisitions de jour comme de nuit à son domicile de Magnac. Mais il n'est pas le seul : saisies de documents, recherche de noms, fouilles des lieux de travail, révocations... Tous les jeunes militaires soupçonnés d'appartenir aux J.C., d'être des sympathisants, ou simplement de fréquenter des J.C., font l'objet d'un suivi, de fiches de renseignements pendant leurs permissions. Ils sont pendant ces permissions contrôlés en permanence : rencontres, loisirs, etc... Les archives de la police débordent de ces rapports.

Pourquoi ce climat policier et de violence ?

Jusqu'à il y a peu, ces années 1925 – 28 étaient mal connues. Depuis l'ouverture des archives de la banque de France, de la banque Worms, de la sécurité militaire, des renseignements généraux et grâce aux travaux des historiens Annie Lacroix-Riz et Serge Wolikov, nous en savons beaucoup plus sur la stratégie tenue secrète de la Haute banque et du Haut patronat dans la guerre contre le communisme. Nous ne pouvons, ici, développer cette question. Cette guerre, car c'est bien d'une guerre à mort qu'il s'agit, sera à l'origine du mot d'ordre du Ministre de l'Intérieur Sarraut. Mot d'ordre qui sera repris par tous les médias de l'époque :

Le Communisme voilà l'ennemi

La bataille sera rude, terrible, car dans les faits l'intention est non seulement de détruire l'appareil du Parti, mais également physiquement les hommes. Comme à chaque fois dans de tels cas, la violence du bas va répondre à la violence du haut. Le tout conjugué aux changements autoritaires des

responsables de l'Internationale Communiste : ainsi Treint est "viré", Sémard "mis en place". Puis éviction de Sémard, sans qu'il en soit averti..., "mise en place" d'une direction à plusieurs têtes dont Thorez... Egalement nouvelle orientation politique de l'Internationale : "Classe contre classe", "La S.F.I.O., plus dangereuse que la droite". De ce fait les élections législatives de 1928 sont très agitées en Charente. Elles se déroulent sur fond de violences du fait du nouveau mot d'ordre "Classe contre classe" ; mais aussi de puissantes manifestations en faveur des anarchistes américains Sacco et Vanzetti à Angoulême, Ruelle, Cognac... Climat policier très lourd, arrestations, répression patronale. On assiste à un regain révolutionnaire et de nouveau l'idée du "grand soir". Plus que jamais les organisations de masse, les syndicats, sont sous la coupe du Parti. Les résultats électoraux du P.C., sont insignifiants. En 1932 dans la circonscription, la plus peuplée, Angoulême, sur 20.000 exprimées le P.C. obtient 553 voix seulement. Ce sera le départ de Ch. Doucet qui déclare dans une lettre à la direction nationale qu'il est "fatigué", "désabusé". Le Parti n'est plus que violence et sectarisme. Il est de nouveau sur le point de disparaître. Il ne compte plus, au plan national, que 25.000 adhérents. Au point que l'Internationale, pour une fois, s'en émeut. Elle rééquilibre la direction autour de Thorez et Marty. C'est le sursaut de la dernière chance. En Charente R. Gagnaire devient premier secrétaire. Il le restera jusqu'en 1939. Dans le département la tactique "Classe contre classe" perdure ; notamment avec l'arrivée d'un nommé Joneau. Nouvel embauché à la fonderie de Ruelle et tout frais émoulu de l'école "Marxiste Léniniste". Responsable de la propagande pour la région charentaise, il ignorera le nouveau mot d'ordre de l'Internationale : "lutte sur deux fronts, contre l'opportunisme de droite et de gauche". Très violent il va plonger le Parti dans le chaos. En août 1930 le P.C., touchera le fond en Charente et notamment à la fonderie de Ruelle bastion du Parti. Le Commissaire Quéré écrit au Préfet :

"Pour la première fois depuis la fondation du P.C., les militants de ce Parti qui traitaient la localité de Ruelle en pays conquis ont renoncé à organiser, à l'occasion de la journée Révolutionnaire du 1er août, un cortège sur la voie publique et un meeting".

Joneau finira lui dans les rangs de la collaboration avec Déat.

Gagnaire reprend les choses en main

L'Internationale a choisi Thorez. Doriot qui comptait bien que le choix se porte sur lui va passer à l'extrême droite. Il sera très largement financé par un charentais Jean Hennesy, qui se spécialisera dans le débauchage de militants du Parti Communiste et de la C.G.T.U. En Charente Gagnaire, qui a définitivement repris les choses en main, voit l'arrivée de nouveaux militants et responsables : le couple Brion, Jeanne Bourroux, Maurice Laplagne, René Barrière. Dans le même temps, Croix de Feu, Action Française, Camelots du Roi... s'organisent dans le département. Les ondes de choc de février 1934 à Paris se font sentir fortement en Charente. Pour la première fois les élections législatives de 1936 donnent au Parti Communiste (Français depuis 1934) un score qu'on peut qualifier de représentatif : 9,8%. Robert Gagnaire a mené une très bonne campagne sur Angoulême, ainsi que Guy Brion sur Ruffec. Ce dernier sera sérieusement abîmé physiquement par les sbires fascistes du candidat d'extrême droite Poitou-Duplessis. Nous ne pouvons ici, toujours pour les mêmes raisons, entrer dans les détails de la riche activité du Parti, le climat dans lequel elle s'exerce. Grâce aux archives de Maurice Laplagne, nous possédons tous les renseignements sur l'organisation du Parti Charentais de cette époque. Très rapidement : La fédération charentaise en 1935 était forte de 600 adhérents. Elle en totalisera 2.300 en 1936, 2.200 en 1937 (perte de 100). Ainsi de 1935 à 1936, le P.C.F., verra ses rangs renforcés par 1.700 adhésions. Le Parti compte 108 cellules locales, 7 d'entreprises, total : 115 cellules et 18 sections. Les effectifs de la J.C. Charentaise : 385 adhérents en 1936, 480 en 1937. N'oublions pas qu'en 1930 le Parti était sur le point de disparaître.

Recul et désagrégation du Front Populaire

La Charente, surtout dans le nord du département sera une base arrière des comploteurs clandestins et fascistes. De nombreuses caches d'armes seront découvertes. Certains responsables communistes, comme Sardin, secrétaire de la section de Rouillac, envisageront de passer commande d'armes pour se défendre. La chose bien sûr sera connue et déclenchera enquête, scandale, etc... Le département connaît une situation très tendue avec la "Pause" de Léon Blum. La non intervention en Espagne, etc... Concernant ce climat nous citerons pour exemple deux réunions antagonistes, distantes de deux petits kilomètres le 1er août 1937 : celle du Front Populaire à Villejésus avec 400 personnes et la réunion de l'extrême droite "Le Front de la Liberté" sous la présidence de Poitou-

Duplessis avec 5.000 personnes. Parmi elles Taittinger, Tixier-Vignancourt, Philippe Henriot, Doriot, etc... Le Préfet inquiet a fait déplacer entre les deux réunions trois pelotons de gardes républicains et un peloton de gardes républicains à cheval.

Election partielle d'avril 1939

Gounin, député de la Charente, dirigeant du "Parti Social de France", devenu sénateur, cède ainsi sa place à son ami Déat, dirigeant national de ce parti et à la recherche d'un siège de député. Déat est un fervent partisan des orientations pro-hitlériennes. L'élection sera suivie par toute la France. R. Gagnaire sera le candidat de toute la gauche, il frôlera la victoire. Ce qui va d'autant augmenter la haine de Déat. L'anticommunisme a coulé et va couler à flots. Philippe Henriot, le futur éditorialiste de "Radio Paris" nazi et la voix de Vichy déclarera :

"Il y a des individus à supprimer. Il est grand temps pour la santé morale de la France et pour la salutaire instruction de ses ennemis qu'on sache que la trahison, qui rapporte beaucoup en temps de paix aux singuliers professeurs de patriotisme du Parti Communiste, ne peut plus leur rapporter, en temps de guerre, que le peloton d'exécution".

P. Henriot, ne va pas tarder, lui et ses partisans à voir ses vœux comblés. En Charente, entre-autres, le monument des fusillés de La Braconne en témoigne. R. Gagnaire sera arrêté dès 1939 après le vote des décrets du 26 septembre 1939 qui interdit le Parti Communiste. Avec lui sont arrêtés J. Bourroux, G. Brion, Chaumette ...

Le P.C., dans la Résistance

Nous ne l'avons pas traité, pourquoi ? C'est déjà chose faite et d'une manière remarquable. Impossible de mieux faire. Nous voulons parler de l'ouvrage de Guy Hontarrède : "Ami, Entends-tu ?". Ce livre, véritable œuvre de référence, dont la lecture et la relecture nous convient en permanence au-delà de l'émotion à nous interroger, traite avec une grande honnêteté de l'histoire des Communistes dans la Résistance Il s'agit de quatre chapitres fort précieux :

"— La Résistance des communistes de juin 1940 à octobre 1941 (importance des dates), ...Il est vrai que la seule opposition en Charente ou presque au régime de Pétain, à l'occupant allemand, vient du P.C. ou des J.C. ... (octobre 1940, page 91). — Les Communistes sous la direction d'Octave et Maria Rabaté. — Mouvements animés par les Communistes du groupe de Cognac et Saint Michel. — Mouvements animés par les Communistes du groupe Angoulême-Ruelle".

Ainsi les Communistes charentais ont tenu une grande place dans la lutte contre le fascisme pour libérer le département et le pays. Le département se situe d'ailleurs dans le haut du tableau. Un seul exemple : 72 arrestations, 72 condamnations à mort, 3 survivants, dont 2 Ruellois, R. Touzain et R. Barrère.

Troisième partie : 1944 - 1961.

Etudier l'histoire du Parti Communiste en Charente, c'est aussi se heurter à "une certaine histoire" accumulée d'année en année, telles des couches de sédiments devenues vérités par la vertu de leur seule répétition. C'est particulièrement le cas pour les périodes que nous abordons. Pour s'efforcer non pas de distinguer la "vérité", mais au moins tenter de rétablir un certain nombre de faits, nous avons pensé que la meilleure façon de procéder était encore de laisser la parole le plus souvent possible aux sources directes.

La Libération

C'est un étrange climat : sentiment exaltant de nouveauté qui prolonge l'enthousiasme des grands jours de la Libération et en même temps une impression de piétinement, voir de retour au passé. Cette ambivalence est particulièrement ressentie lorsqu'on lit les notes, les écrits de Maurice Laplagne : "...Les vieilles méthodes qui ont abouti au désastre doivent être bannies..." ; la répétition

des "Tolérerons-nous longtemps...". Cependant par rapport à la période de la guerre, mais aussi de l'avant-guerre, les changements sont particulièrement visibles au niveau politique. La fédération a perdu dans la tourmente son premier secrétaire R. Gagnaire. Nous avons eu la chance (pour l'historien) de retrouver, dans les papiers de Maurice Laplagne deux documents d'une grande importance. Sans doute étaient-ils gardés précieusement par Maurice. Il s'agit de l'original du procès verbal de la remise en route à la Libération de la cellule de La Rochette (20 adhérents) exactement le 5 décembre 1944. Le deuxième document est un tract distribué sur la section de La Rochefoucauld en janvier 1956. Son contenu révèle les démarches, les écrits, faits par R. Gagnaire auprès de Vichy et de l'occupant allemand. Christiane Delage et André Précigou ont étudié séparément puis ensemble, mot à mot ces deux documents qui apportent des réponses mais soulèvent d'autres questions et pas des moindres sur les pratiques de l'époque : étonnant est le mot qui revient souvent dans leurs appréciations en parfaite symbiose. Ces deux documents figurent avec d'autres dans l'annexe aux travaux sur l'histoire du Parti en Charente.

La course aux moyens d'expression

C'est ce qui caractérise les premiers jours de la libération. "La Charente Libre" naît de "L'Echo de la Charente". Elle aura une orientation politique exclusive, voir sectaire, au service du Parti Socialiste qui ne conviendra pas aux autres tendances du Comité Départemental de Libération (C.D.L.). Ces derniers vont se rassembler pour un temps, 1945, autour d'un titre : "La Liberté en Armes" qui deviendra "La Liberté des Charentes" gardant en sous-titre "La Liberté en Armes". Ce journal était imprimé sur les presses du "Matin Charenrais" appartenant au traître Taittinger. Ce quotidien deviendra par la suite le journal du Parti Communiste avec comme directrice Renée Bérigaud, puis Jean Pronteau.

Quelques repères politiques

La politique de De Gaulle est l'obstacle le plus solide aux évolutions démocratiques. Car il est bon de rappeler, à la Libération de Paris, il refusera de proclamer la République. Il ignorera le Conseil National de la Résistance (C.N.R.) et ne voudra pas entendre parler des C.D.L. Trois partis dominent la scène politique :

- le M.R.P. né en 1944, démocrate chrétien qui cherche à attirer les salariés
- la S.F.I.O. dont les cadres au plan national ont joué un rôle important dans la France Libre et de ce fait sont très bien implantés dans les rouages de l'Etat, contribuant ainsi à éliminer les communistes des postes à responsabilité.
- le P.C.F., lui, est pour l'application intégrale du programme du C.N.R. Le Parti est auréolé de gloire. Très dynamique, sa solidarité avec l'U.R.S.S., lui fait bénéficier des acquis moraux des exploits de l'Armée Rouge. L'afflux des adhésions masque des difficultés, notamment dues à la perte d'un grand nombre de cadres, fusillés ou disparus, qui manquent cruellement. On note également une lente reconstitution des cellules d'entreprises. Le Parti pratique la démocratie agissante, de ce fait on l'accuse de vouloir prendre le pouvoir. Le retour de Thorez fixera clairement le rôle du Parti, ce qui entraînera remous et incompréhensions en son sein.

En Charente

Le siège de la fédération est 6, place Bouillaud. Par la suite ce sera au n°4, place du Général Resnier. Deux responsables en titre se partagent la direction de la fédération : René Gauthier et Jean Pronteau. Deux hommes aujourd'hui bien oubliés qui méritent d'être sortis de l'oubli et pour Pronteau, avec le recul de l'histoire, une nécessaire réhabilitation. Ils sont de formations bien différentes. Pronteau est un brillant intellectuel, grand résistant. Gauthier, ouvrier agricole, s'est fait lui-même dans la vie du Parti. Jeunes, 25 ans pour Pronteau, 35 pour Gauthier, ils font l'objet d'une biographie importante. Ils sont épaulés par des militants d'envergure. Le Docteur Louis Ferrand, un nouveau venu en Charente Léon Bérody, ...des "anciens" Maurice Laplagne, G. Brion et bien d'autres. Le Parti annonce 8.000 adhérents. Que vaut ce nombre ? Il faut sans doute le voir dans le contexte d'alors. Il compte sept Conseillers Généraux dont une femme Mariette Brion, Conseillère Générale du canton de Ruffec, où elle a fait toute sa campagne à bicyclette. Elle est surnommée la "Passionaria de la Charente" pour sa fougue dans son engagement. Le Parti aura deux députés : Pronteau qui le restera jusqu'en 1958 sans interruption et Mariette Brion qui sera également Conseillère de la République, l'équivalent de sénateur. Le Sénat à l'époque n'ayant pas été remis au goût du jour.

Politique, luttes, ambiance, fêtes, complots, commémorations, attentats, scandales...

Sur cette période, où la politique marche à pas de géant, nous avons foule de documents, archives... et un livre ouvert, témoin pour l'histoire, au jour le jour, des événements nationaux mais surtout locaux : "La Liberté des Charentes". Impossible, —que c'est frustrant !— ici de rentrer dans les détails. Aussi marcherons-nous également à grands pas. On vote beaucoup. Tous ces votes ont pour but : la République ou un pouvoir personnel fort. Les batailles sont acharnées, hypothéquées par l'attitude ambiguë de la S.F.I.O. Malgré une lassitude de l'électorat, les campagnes électorales sont agitées. Beaucoup de violence ; Enorme travail du P.C. charentais, avec de petits moyens notamment pour les déplacements. Une seule voiture et encore pas à temps plein, celle du Docteur Louis Ferrand. Le vélo est un sport très à la mode. Référendum sur le projet de Constitution, octobre 1946, 57 meetings assurés par les communistes charentais dans le département. Elections générales du 10 novembre 1946. Deux communistes élus, place de New York à Angoulême 12.000 personnes avec Jacques Duclos, du jamais vu ! 265 adhésions, 75.000 Francs collectés. A Cognac, le même soir, 3.000 personnes, 65 adhésions. 24 novembre 1946, élections au Conseil de la République (futur Sénat). La fédération doit constituer, dans un temps record, une liste de 695 délégués de tout le département. Avec noms, professions, etc... Toutes ces choses dans des conditions de fonctionnement difficiles pour la fédération. 250 délégués seront élus. Au second tour M. Brion sera élue avec 271 voix. — Situation économique : misère, on manque de tout jusqu'en 1950. — Ambiance : trouble ; attentats contre certains responsables du P.C. Règlements de compte, trafics et scandales en tous genres, sabotages, complots [Couprie-Blanch (§ note 1) – Plan bleu (§ note 2)...], scandales dans le domaine de la justice, évasions, laxisme du Tribunal de Bordeaux... Le tout sur fond d'anticommunisme et de calomnies contre le Parti. — Léon Bérody, Louis Ferrand : les hommes de la situation pour la lutte syndicale, pour la vie du Parti, dans le combat contre la misère, au conseil municipal d'Angoulême face à Félix Gaillard... — Le souvenir des fusillés et des martyrs de la Résistance tient une grande place. — A peine la Sécurité Sociale votée, elle est attaquée. Léon Bérody à l'offensive contre une grande campagne anti-C.G.T. aux élections des administrateurs pour l'organisme. Campagne dirigée par F. Gaillard. — Fêtes du Parti, énorme succès, fête du Gond-Pontouvre (section) 12.000 personnes, Roussines 5.000, etc... fête fédérale à Bourgines, foule énorme. — Jeunesses Communistes, juillet 1946, Congrès des J.C.. Le bureau élu comprend sept jeunes dont Roger Doche. Le Comité Fédéral est de quarante membres dont A. Soury...

1947 — 1948

L'anticommunisme redouble d'intensité. La municipalité d'Angoulême prétendra interdire les fêtes de la Libération. — Deux grandes batailles : pour la République et pour la production. — "Reconversion" à la fonderie de Ruelle. L'apport exceptionnel de Léon Dumeix — 1947—1948, puissantes grèves en Charente chez les travailleurs de l'Etat et dans le privé. — Eviction des communistes du gouvernement.

Septembre 1947, changement de stratégie du P.C.F.

C'est la fin des illusions sur le retour possible à une coalition gouvernementale. La Conférence des P.C. en Pologne sera dominée par le rapport Jdanov qui préconise la division du monde en deux camps. Les deux représentants du P.C.F., Duclos et Fajon vont passer des moments difficiles et subir deux attaques : -1- Les Français et les Italiens ont laissé passer l'occasion de prendre le pouvoir en 1944. -2- Une remontrance soviétique sur le présent portant sur le manque de perspicacité du P.C.F., devant les changements rapides de la situation internationale nés à la fois de la doctrine Truman et de la situation en France, et son illusion excessive de retour dans un gouvernement. Duclos remettra, sur la première question, le délégué yougoslave à sa place mais écoutera avec beaucoup de déférence Jdanov. Le Comité Central par la suite approuvera les décisions de la Conférence. Pour longtemps, l'idéologie des blocs et le manichéisme qu'elle véhicule vont largement dominer la pratique du P.C.F.

Vers l'installation dans la guerre froide – Le P.C.F. dans la tourmente

Il sera accusé de complot (démenti depuis par les travaux du grand historien M. Agulhon ainsi que l'étude très poussée, s'appuyant sur l'ouverture des archives nationales et internationales de Robert Mencherini). Contre les mineurs ce sera l'utilisation de l'armée sur ordre du Ministre Socialiste de l'Intérieur J. Moch ; En Charente, les grèves se généralisent, la misère dans les ménages grandit. Dans le privé, sont en grève : Fouché, Cordebard, Foucheraud, etc... Provocation fasciste à Ruelle

par l'incendie d'un atelier, intervention de l'armée, nuit très agitée... Jean Prunteau aux côtés des Ruellois. Violente attaque contre les arsenaux. Seuls les élus communistes et le comité fédéral du P.C.F. prennent position en faveur des travailleurs. Ces grèves laisseront des traces pour le futur, notamment à Ruelle, avec des profondes rancœurs contre les socialistes. Nouvelle élection au Conseil de la République, cette fois M. Brion est battue. En 1949 André Soury entre à la direction fédérale. Le Parti fait de la lutte pour la Paix son objectif numéro un. "On ne faisait plus que ça" aimera à dire A. Soury. C'est l'époque de l'appel de Stockholm. Cependant la lutte contre la guerre d'Indochine est essentiellement animée par le P.C.F. 1952 – 1953, la répression contre les militants s'accroît. Très violentes manifestations, dans toute la France, contre la venue du Général Ridgeway, dit "Ridgeway la Peste", chef d'Etat Major de l'armée américaine en Corée. Ce sera le cas à Angoulême où les forces de l'ordre chargeront sauvagement les manifestants et voudront s'emparer de Georges Emon, secrétaire départemental du Mouvement de la Paix. Il y aura de nombreux blessés, des arrestations et de nombreux tabassages. Révocation des travailleurs de l'Etat Dumeix et Desport, très lourdes sanctions pour de nombreux militants de ce secteur.

Problèmes dans le Parti

La disparition de toutes perspectives immédiates entraîne de lourdes répercussions dans la vie intérieure du Parti. Certains sous-estiment le rôle du parti au profit des organisations de masse. D'autres surestiment les minorités agissantes. Ce sera une période ultra gauche. Lecœur modifie profondément le fonctionnement du Parti. Deux sortes d'adhérents : les instructeurs politiques et les autres, mise en sommeil des cellules. Vifs affrontements entre militants anciens et récents. C'est le temps des exclusions, les anciens chefs militaires d'abord : Tillon, Guingoin,..., Bernard Lelay, dit "le Colonel Bernard", chef des maquis F.T.P. en Charente. Puis ce sera le tour d'intellectuels de renom. Grande bataille contre le réarmement allemand. 2.500 personnes à La Braconne, au monument des fusillés, malgré une très violente tempête, prononcent le serment de lutter de toutes leurs forces contre le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest d'Adenauer. Grande campagne en faveur du jeune charentais Pierre Meynard, emprisonné pour avoir refusé de servir sous les ordres du Général H. Speidel, commandant des troupes Centre-Europe dans le cadre de l'O.T.A.N., "l'un des assassins de ses parents". 1954, fin de la guerre d'Indochine, début de la guerre d'Algérie.

Elections législatives de 1951 - Les apparentements, un scrutin de voleur - Les conséquences pour le Peuple et de l'utilité du P.C.F.

Le P.C.F. estimera d'avoir été volé de 80 sièges par la loi des apparentements qui permettait aux partis de s'apparenter entre eux. Du moment que les listes apparentées obtenaient ensemble 50% des voix, elles enlevaient tous les sièges de députés. C'était là une terrible machine de guerre contre le P.C.F. Les conséquences lors des votes à venir à l'Assemblée Nationale seront, c'est indéniable, lourdes pour le peuple. Pour le démontrer nous avons consulté le Journal Officiel. Il confirme cette analyse si l'on se réfère aux votes de cette période. L'absence de ces 80 sièges "volés" a sans aucun doute pesé très lourd.

Quelques exemples :

Le vote des lois anti-laïques adopté : Par : 313 voix dont De Gaulle, Palewski, Mitterrand, Reynaud.
Contre : 235 voix.

La politique de force et de répression en Tunisie, en Algérie et au Maroc votée le 11.12.1954 : Par : 304 voix. Contre : 260 voix. On le voit, sans le vol des 80 sièges du P.C.F., cette politique aurait été repoussée. Que de sang, de souffrances, auraient ainsi été évités.

Proposition communiste concernant et en faveur de la retraite des vieux refusée : Par : 290 voix dont Mendès-France, E. Faure, Bidault, Mitterrand, Reynaud. Contre : 216 voix.

Les mêmes voteront contre la proposition faite par les communistes de voter pour le relèvement des allocations familiales.

Refus d'augmenter la retraite des cheminots : Par : 335 voix dont Mendès-France, E. Faure, Pinay, Mitterrand, Bidault, Laniel. Contre : 287 voix.

Exactement les mêmes voteront contre la prime de fin d'année aux agents des P.T.T. Exactement les mêmes avec G. Mollet voteront pour le réarmement allemand, etc..., Et toujours il manquera ces 80 députés communistes volés, pour faire la différence.

1956. Occasion manquée – Escamotage du rapport secret de Khrouchtchev

En fait Thorez estime fort peu Khrouchtchev et ne partage pas son orientation. Il pense que le choix du dirigeant soviétique finira par discréditer l'idée communiste et l'ensemble des partis qui s'en réclament. Jean Prunteau fait partie des quelques-uns qui interviendront lors du Comité Central du 22 mars 1956, qui donnera lieu à un compte rendu des travaux du XXème Congrès Soviétique. Thorez est absent. C'est Duclos qui tentera de justifier la discrétion observée alors. Aucun des intervenants, Benoît Frachon, Kriegel-Valrimont, Jean Prunteau, n'est mentionné dans la liste des intervenants reproduite par l'Humanité. La discussion fut-elle tendue ? Des témoignages recueillis le laissent penser. 1956, c'est aussi le Vote de Confiance au Président socialiste du Conseil G. Mollet pour sa promesse de faire la paix en Algérie. Promesse qu'il va rapidement oublier. C'est aussi l'année de l'intervention des troupes soviétiques en Hongrie.

1958, le retour de De Gaulle

Le P.C.F. va pêcher par ses analyses et perspectives. Pour le référendum il sera le seul à appeler à voter non. En Charente pour 84% de votants, il y aura 130.031 "OUI" et 35.556 "NON" (21,5%). Le réveil fut douloureux au sein du P.C.F. Les législatives qui suivent auront pour but de débarrasser les classes dirigeantes du poids du P.C.F. et du monde ouvrier. Les candidats du Parti en Charente sont : pour Angoulême, J. Prunteau, pour Confolens, A. Soury, pour Cognac, R. Doche. Arrivé derrière Prunteau dans la circonscription d'Angoulême, Poitevin maire socialiste de Ruelle appelle – avec la fédération S.F.I.O. – à voter pour le candidat gaulliste, l'U.N.R. R. Réthoré. Prunteau sera ainsi battu par cette alliance droite parti socialiste. A. Soury et R. Doche ne seront pas élus. Campagne anti communiste d'une rare violence.

1961, affaire Casanova, Servin, Prunteau...

La place, là encore, nous manque pour développer. En quelques phrases : aujourd'hui, sur cette affaire, les archives parlent et font toute la lumière. L'affaire se déroule sur fond d'escamotage du rapport Khrouchtchev, l'affaire de Hongrie et la déstalinisation. Thorez, malade, a peur de perdre son poste de secrétaire général. Il se croit menacé et vit dans la hantise. Il pense que la proximité du Congrès du Parti y serait propice. Le parti a deux grands leaders Thorez et Casanova. Casanova sera brutalement attaqué lors d'une session du Comité Central par Thorez lui-même en janvier 1961. C'est un véritable coup de force. Le Comité Central était largement acquis à Thorez. Les archives montrent avec certitude qu'il n'y avait pas complot de la part de Casanova. Ce dernier est démis de toutes ses fonctions du bureau politique. Nous avons à faire dans ce cas à un véritable procès stalinien. Dans sa chute Casanova entraîne Servin, Kriegel-Valrimont, J. Prunteau, A. Souquière... L'exclusion ne sera pas pratiquée. Il y en avait eu assez dans les années 1950. L'affaire sera renvoyée devant les fédérations qui sont appelées à soutenir la direction et condamner ceux appelés "dissidents". Ce qu'elles feront sauf une, celle du Loir et Cher, dont le premier secrétaire était René Piquet.

En Charente

Inutile de revenir sur l'aura de Prunteau dans le département. Le comité fédéral s'est bien réuni à Angoulême. Grâce au témoignage d'Arlette Desvaux, alors membre du Comité Fédéral, nous savons ce qui s'est réellement passé. Prunteau était présent. Il a essayé de se défendre. Mais la messe était dite. Guy Brion, militant historique, aura le rôle d'accusateur public. Il exercera une très forte pression, et à plusieurs reprises, sur Arlette Desvaux pour qu'elle condamne Prunteau. Toujours elle refusera. Une majorité condamnera Prunteau. Cette affaire va empoisonner le climat de la fédération et les effets se feront sentir très longtemps. Elle va affecter des sections comme Ruelle, Chasseneuil, Chabanais... Des adhérents ne pardonneront jamais.

Notes

Note 1 : Affaire Couprie-Blanch : Il s'agit d'un scandale qui à l'époque fera beaucoup de bruit. Il aura pour origine une comptabilité occulte de cette entreprise. En marge des affaires normales, elle se

chiffrait par millions de francs d'époque. Le jour d'une descente des inspecteurs du "Contrôle Economique", une soixantaine de nervis feront irruption pour les neutraliser et empêcher l'enquête. Ils prendront leurs serviettes contenant les documents les plus importants pour l'accusation, copies de lettres, procès verbaux d'inventaires, etc...

Note 2 : "Le Plan Bleu" : Vaste complot contre la République. Le "Plan Bleu" fut découvert à Lamballe, non loin de Rennes. Il était animé par le comte De Vulpian, Lousteau-Lacau jadis cagoulard, mais aussi par l'inspecteur général de la gendarmerie Guilladot (que De Gaulle disait être son compagnon). Le "Plan Bleu" visait à renverser la République et à mater les Communistes. Il sera mis à exécution en Charente le 2 septembre 1947 à Montemboeuf par un incendie de nuit contre la saboterie et menuiserie du militant communiste Mauqueur, maire de Montemboeuf. Incendie foudroyant, quelques minutes, détruisant tout : machines, stock de bois et de sabots, modèles irremplaçables, ainsi qu'une "Chenard" de modèle récent. Le bilan s'élèvera à près d'un million de francs (de l'époque) de dégâts. Mauqueur ne sera pas le seul visé dans le département.

Quatrième partie : 1961 - 1986.

Avec ce quatrième et dernier numéro se termine l'histoire du Parti Communiste en Charente ; tracée à très grands traits. Nous avons mené train d'enfer. Le troisième numéro s'était terminé sur la condamnation de Jean Pronteau. Au début des années 1960, la fédération connaîtra un regain d'adhésions, jeunes pour la plupart. Mais cette dernière était en crise : nous dirons d'un côté, au 5 boulevard Thiers, l'officielle, avec André Soury premier secrétaire, Michel Binaud, Yves Berny, secrétaires ; tous trois étaient des permanents ; et de l'autre côté les partisans de J. Pronteau étaient regroupés autour de Roger Doche, directeur de l'imprimerie du Parti, l'Imprimerie Générale Charentaise. R. Doche était un ancien Résistant. Il fut pendant un temps secrétaire du syndicat C.G.T. de la fonderie de Ruelle où il exerçait le métier d'ajusteur. Responsable fédéral, candidat aux élections législatives, il sera également à une époque secrétaire parlementaire de J. Pronteau. Cette crise sera réglée en janvier 1967 lors d'un comité fédéral mémorable. Mais elle continuera de laisser beaucoup de séquelles, à la fonderie de Ruelle notamment. Les années 1963-64 verront l'arrivée rapide à la direction fédérale de cadres pris dans les nouveaux adhérents. L'affaire Pronteau n'y était pas étrangère. Pour les élections Présidentielles du 5 décembre 1965, la candidature unique de François Mitterrand sera "chaudement approuvée" par le Parti Communiste et ce malgré les contradictions qui l'opposent à Mitterrand. Cette décision nuira à l'expression propre du P.C.F. et sera lourde d'hypothèques pour l'avenir. A la veille de 1968, les deux tâches essentielles étaient : l'unité de la gauche en France et en finir avec la guerre du Vietnam. Le 19 janvier 1968, Henri Martin pour la direction nationale du P.C.F., déclarera à Angoulême, devant une salle comble composée de militants d'Angoulême et sa banlieue : "La classe ouvrière détient la clé d'un avenir radieux"... "Seule la classe ouvrière a la possibilité de rassembler autour d'elle, l'ensemble des couches victimes du grand capital...". Ces choses sont dites au moment même où la classe ouvrière est à la veille des événements qui verront la fin de son mythe. En ce qui concerne les grandes campagne en faveur de la Paix au Vietnam, nous ne pourrons, malheureusement, rien en dire ici, faute de place. La fédération charentaise du P.C.F. y tiendra sa place. Ces campagnes s'inscrivaient dans la lutte antiimpérialiste.

Les évènements de 1968 en France

Sur les évènements de 1968, les archives aux plans local et national sont "maigres". Concernant le plan national : "On remarquera qu'au plus fort du mouvement social, les archives sur l'attitude communiste sont maigres, les P.V. de direction sont même interrompus durant plusieurs semaines : cette pauvreté en documents est-elle à l'image du peu de prise du P.C.F., alors sur la réalité ?". (G. Streiff). En Charente, pauvreté de documents également, si ce n'est la reprise des directives de la direction nationale du Parti pour qui les grèves "peuvent déboucher sur une mutation politique profonde et hâter la stratégie d'union autour de ce programme commun de gouvernement qu'elle appelle avec une force accrue depuis 1965". Les élections de juin 1968 montrent une campagne du P.C.F. replié sur lui-même. Vote de la peur ? C'est en partie vrai. Mais le Parti a déçu. C'est vrai pour la jeunesse notamment. On peut affirmer que 1968 voit la fin du mythe de la Classe Ouvrière. Crise d'une culture politique du P.C.F.

La Tchécoslovaquie 1968

Sans doute un moment capital de l'histoire du P.C.F.. L'ouverture des archives du P.C.F. et des archives internationales efface les zones d'ombre. Début 1968, Dubcek, premier secrétaire du P.C. tchécoslovaque, se prononce pour un "socialisme à visage humain". Au départ, incompréhension du P.C.F. Cette décision trouble sa belle image du modèle soviétique. Puis le P.C.F. apporte son soutien. Mai 1968 éloigne pour le P.C.F., pour un temps, le problème. Début juillet l'inquiétude grandit au P.C.F., il décide une mission de bons offices. Les Soviétiques refusent l'esprit de conciliation, les Tchèques ne veulent pas entendre les conseils du P.C.F. Ce sera l'intervention soviétique. Le P.C.F. condamne et déclare sa réprobation. Le 22 août réunion du Comité Central du P.C.F. qui soutient le bureau politique mais avec un bémol de taille : Réprobation devient Désapprobation. Le Comité Central est en net retrait par rapport au bureau politique. La raison : "Si un référendum avait eu lieu dans le Parti, la base aurait été favorable à l'intervention". En Charente la fédération suivra le bureau politique puis le Comité Central. Que se passait-il dans les têtes ? Léon Dumeix sera durement touché. A la direction nationale l'atmosphère est dramatique. W. Rochet ne s'en remettra pas. Une dissidence active va se mettre en place sous la direction de Jeannette Thorez-Vermech qui démissionne malgré les supplications de W. Rochet en larmes. Un dilemme se pose alors, en urgence, à la direction du parti : comment associer socialisme et démocratie ? Comment aménager de nouveaux rapports avec les Soviétiques ?

Manifeste de Champigny. Fin de l'année 1968

Le bureau fédéral de la Charente du P.C.F. en retire deux points ⊗—Réaffirmer plus que jamais le rôle dirigeant de la classe ouvrière ; ⊗—Le rôle joué par les gauchistes. 12.000 exemplaires sont distribués dans les entreprises charentaises. Le but : faire s'exprimer les travailleurs sur le manifeste. 20.000 foyers paysans touchés.

Elections Présidentielles de 1969

La S.F.I.O. complètement disqualifiée. En Charente Jacques Duclos obtient 23,58% des votants. Au plan national il recueille 21,5%. Cependant ce bon score, dû en partie à l'absence d'un candidat socialiste représentatif, masque des réalités inquiétantes pour l'avenir du P.C.F.

Années 1970 - 1981

Elles forment un tout. L'étude des archives nationales montre des dysfonctionnements importants entre les orientations politiques de la direction nationale du P.C.F. et les fédérations. Ces archives sont riches d'enseignements pour aider à mieux comprendre, toutes les sessions du Comité Central étant enregistrées. Cependant on trouve des "blancs" sur certaines bandes d'enregistrement. Dans les archives écrites des pages manquent. Ces faits prouvent manipulations et dissimulations. Heureusement il existe des doubles des originaux (collections privées), fonds de la Polex (Politique Extérieure), archives de Thorez, W. Rochet, etc... A signaler l'excellent travail réalisé par les historiens communistes R. Martelli, G. Streiff, S. Wolikow, R. Bourderon, etc...

1970, très grande activité de la fédération charentaise

Importante Conférence Fédérale à Ruelle. On assiste à de gros efforts de formation idéologique des militants et adhérents. Mise en place d'une commission de propagande et des fêtes. Etat d'organisation : 1550 adhérents, 150 cellules (16 d'entreprises, 50 locales et 84 rurales). Vente de l'Humanité Dimanche régulière par les C.D.H. : 1280 exemplaires chaque semaine ; 285 abonnés ; 69 cellules sur 150 ont un ou plusieurs C.D.H. Enfin en 1970, la fédération réalisera 262 adhésions. La fédération charentaise du P.C.F. est en accord avec la position de la direction nationale du Parti sur les questions des relations avec le P.C.U.S., Parti Communiste d'Union Soviétique. Ces relations connaîtront de 1970 à 1981 trois phases. De 1970 à 1975, à part un désaccord de fond sur les problèmes des libertés individuelles, ce sera toujours la référence à l'U.R.S.S. et une solidarité de combat contre l'anti-soviétisme. Les écrits, comptes-rendus, des délégations de responsables charentais dans les Pays de l'Est montrent cette appréciation très positive. Il suffit pour cela de lire "Les Nouvelles de la Charente" de l'époque et les articles de M. Binaud, A. Précigou, A. Soury, pour les principaux responsables. Ainsi que les éditos signés A. Laiguillon : Le Marxisme Léninisme, et bien d'autres signatures.

Changer de cap

A la rentrée de septembre 1971, la vie politique sur tous les fronts s'accélère. Le 12 octobre 1971, le P.C.F., par la voix de Georges Marchais, présente son "programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire", "Changer de Cap". Son contenu est solide. Il recevra non seulement un bon accueil, mais était attendu. 500.000 exemplaires seront vendus en deux mois. La direction nationale procèdera à un tirage de 500.000 exemplaires supplémentaires. Formidable mobilisation des communistes pour le vendre dans les entreprises, bureaux, à la campagne, au porte à porte. En avril 1972, pour tenter de casser l'union de la gauche en marche, G. Pompidou organise un référendum sur l'élargissement du Marché Commun. Le P.C.F. se prononce pour le NON, le P.S. pour le OUI. Il en résulte une aigreur entre les deux partis. 1971, c'est également le Congrès d'Epinay du Parti Socialiste qui verra la fin de la S.F.I.O. moribonde. F. Mitterrand s'empare de la dépouille pour en faire sa machine à gagner.

1972, signature du Programme Commun

Le P.C.F. l'édite à un million d'exemplaires, entièrement à ses frais. La direction nationale demande de placer simultanément les deux programmes : "Changer de cap" et "Programme commun". Au Comité Fédéral de la Charente A. Soury déclare : "L'essentiel c'est la classe ouvrière. L'union populaire c'est l'action". Le Comité Central déclare : "Le programme commun est pour nous un minimum, pour les socialistes un maximum. Nous le voulons comme un point d'appui pour la classe ouvrière. Ni une simple plateforme. Mais pas une synthèse idéologique. Il est étranger au socialisme scientifique. Hors des bases de la classe ouvrière". Le contenu des débats de cette époque, dans les comités fédéraux du P.C.F. en Charente, sont très riches.

Début 1973, effets euphorisants du XXème Congrès du P.C.F.

Pour ce XXème Congrès la Charente aura dix délégués et, chose rarissime pour la fédération charentaise, deux intervenants.
— Solange Genay, employée à la fonderie de Ruelle. Les grands points de son intervention seront :
— Ne pas sous-estimer l'évolution, — M. Marcihacy face à la crise, — Objectif Charente : placer 7.000 "Programme Commun".
— Didier Pillet des verriers de Cognac : — Nous avons fait notre expérience avec l'Humanité. En mars 1973 les législatives auront lieu dans un climat anti-communiste violent. Le P.C.F. est toujours devant le P.S. avec 21,4%. Le P.C. gagne 1,4% sur 1968 mais perd 1% sur 1967. Plus grave, il perd dans ses bastions ouvriers. On peut alors dire première alerte d'autant que Mitterrand gagne 4% sur 1968 et 2% sur 1967. En septembre 1973, parution du livre de G. Marchais : "Le Socialisme aux Couleurs de la France". Tirage 700.000 exemplaires. Les 5 et 19 mai 1974, élections Présidentielles. Mitterrand candidat unique de toute la gauche. Très grosse activité des communistes charentais.

Septembre 1974, un coup de tonnerre et ses conséquences

Elections partielles dans six départements. Par rapport à 1973 le P.S. gagne de 2 à 13% ; le P.C.F. recule de 2 à 3% et cela malgré une campagne très forte soutenue par un déplacement des responsables de la direction nationale. Traumatisme profond dans le P.C.F., avec comme appréciation : "C'est très grave". Tout commence à basculer. L'Histoire va s'accélérer pour le P.C.F. et la gauche. Il y a un avant et un après septembre 1974. Le bureau fédéral de la Charente (comme dans toutes les fédérations) fait siennes les analyses et directives de la direction nationale. Les comités fédéraux qui suivront auront comme axes principaux : — Il faut absolument un P.C. fort, influent, actif. Il s'agit d'affirmer la primauté du P.C.F. — Peron, parrain de la fédération déclare : "Il nous faut absolument gagner. Sinon, une défaite prouverait que notre stratégie est fautive. Ce serait un désastre". Il demande le retrait des syndicats, organisations de masse... de tous les militants communistes pour se consacrer uniquement à la bataille politique. Nous n'avons pas la place ici pour parler des réticences et des refus, parfois violents, chez Chaignaud à La Rochefoucauld par exemple, que cette décision va entraîner. — La guerre de rééquilibrage est engagée dans un climat de volontarisme inouï. Conséquence, le ton change avec les alliés. Ce volontarisme extrême, en décalage total avec le rapport des forces sur le terrain, va précipiter le Parti dans une gestion désastreuse de ses alliances à gauche et aboutir à terme à une impasse fatale pour le P.C.F. — Dans la pratique : marquer les différences dans les propos, dans les actions, dans les mots d'ordre. Enorme effort de propagande au quotidien. — L'enjeu est dramatisé, la presse parle d'agressivité, de sectarisme, de la "main de Moscou".

Autre conséquence : Le XXIème Congrès est torpillé en plein vol. En effet, convoqué avant l'été pour avaliser "la ligne d'union du Peuple de France", il change d'orientation en cours de route. On envisageait de gagner sur la droite, on atténuait le discours proprement révolutionnaire. Subitement, coup de barre à gauche, c'est l'identité communiste qui prime.

En Charente, mais ailleurs également, à l'examen des documents, on comprend clairement que la préparation de la Conférence Fédérale est prise à contre pied et combien il est difficile de prendre le virage.

1975 – 1976, le XXIIème Congrès

Il va marquer une étape décisive dans l'histoire du P.C.F. Il marque pour un temps une rupture avec le modèle fondateur. Il bouleverse la culture communiste. Il enthousiasme et heurte en même temps les communistes. Jamais le pourcentage de bonne opinion des français, en ce qui concerne le P.C., n'était monté aussi haut. La fédération de la Charente est en route pour 1.000 adhésions nouvelles. Pourtant la préparation du congrès, dans les premiers jours de 1976, montrait une certaine routine, quand une décision brutale à deux, Marchais, Kanapa, va créer l'électrochoc. Il s'agit de l'abandon de la dictature du prolétariat. Fortes réactions dans les milieux intellectuels, désapprobation chez de nombreux adhérents de la méthode "Le congrès est joué". En Charente 30% des conférences de sections avaient eu lieu en dehors de l'annonce ; à peu près le même pourcentage au moment de l'annonce et les autres dans les huit jours qui précéderont la conférence fédérale. Fortes critiques sur la méthode notamment à Ruelle. La prise en compte, par le P.C.F., de la force de frappe nucléaire se fera dans les mêmes conditions que pour l'abandon de la dictature du prolétariat par G. Marchais lui-même. Cette décision va diviser le Mouvement de la paix.

Le P.C.F. va-t-il rompre avec l'U.R.S.S. ?

Au plan international, la fureur des soviétiques va éclater et redoubler à l'annonce de la prise en compte de la force de frappe nucléaire. L'U.R.S.S. va intervenir directement dans la politique du P.C.F. Soutien aux dissidents, financement de leurs journaux, menaces directes, rapprochement avec le P.S. Voyage de Mitterrand et Jospin à Moscou, où ils seront reçus triomphalement. L'étiquette de "parti ouvrier authentique" sera décernée au P.S. L'U.R.S.S., entreprendra des délégations auprès du gouvernement français, donnera ses préférences concernant les candidatures aux élections. On sait aujourd'hui que les choses sont allées très loin. Les élections cantonales de mars 1976 seront un test nature de l'impact du XXIIème Congrès. La gauche avec 52% est majoritaire dans le pays. Le P.S. devient avec 26,5%, (14% en 1970), le premier parti de gauche en France. Le P.C.F. recueille 22,8% et recule de 1%. Ce scrutin marque une date dans l'histoire électorale française. Il tourne la page de trente ans de domination à gauche du P.C.F. A. Soury est élu conseiller général de Chabanais avec 51,3% des exprimés. En 1977 ce sera "l'implosion" du secrétariat fédéral composé de A. Soury premier secrétaire, Yves Berny et André Précigou. Nous ne rentrerons pas dans les détails ici.

Réactualisation du Programme Commun

Les négociations seront très laborieuses. La pierre d'achoppement sera celle que l'on attendait le moins du côté P.C.F. : "La force de frappe". Un accord sera enfin trouvé. Marchais rentre précipitamment de vacances en Corse. Stupeur des négociateurs communistes : il ne veut plus du programme commun. Que s'est-il passé ? Le plus vraisemblable est que G. Marchais, dans la perspective des élections de 1978, pense que le P.C.F. sera derrière le P.S., chose inacceptable le concernant.

Dans le même temps : un affrontement dramatique

L'ouverture des archives du P.C.F. permet de mieux comprendre, aujourd'hui, une lutte violente, sourde et dramatique à la direction nationale du Parti, au moment des élections législatives de 1978. Les pro-soviétiques, la vieille garde au sein du P.C.F., sont à l'offensive. G. Plissonnier, qui en sera le porte-parole, entre brusquement dans le bureau de G. Marchais et menace de casser le parti en deux. Marchais sait que sa position et celle des partisans, au sein du P.C.F., de rompre avec l'U.R.S.S., est minoritaire. Il capitule, ne voulant pas être celui qui prendrait le risque d'une scission. Cette date marque le retour dans le giron de l'U.R.S.S. La suite on la connaît. Elle marque le début d'une chute brutale de l'opinion des français favorables au P.C.F.

Les législatives de 1978

Les communistes charentais mèneront une campagne très active. Elle sera dynamisée par la venue de G. Marchais à Confolens en présence de 10.000 personnes. A ; Soury, candidat dans la circonscription de Confolens, sera élu de justesse au second tour ; 600 voix d'avance seulement du fait d'un très mauvais report des voix socialistes. Au plan national, malgré une progression enrayée, le P.S. passe pour la première fois, depuis 1945, devant le P.C.F. aux élections législatives. Le P.C.F. n'a pas tiré profit de cette stratégie du programme commun qu'il a porté à bout de bras pendant quinze ans. Dans le même temps le P.S. semble retourner à ses vieilles ornières.

Vers les Présidentielles de 1981

En Charente les années 1978–79 seront une période de conflits très durs à la fonderie de Ruelle, mais également les années de casse massive, qui va s'accélérer, de l'industrie charentaise. La fédération, sections, cellules, seront très présentes dans ces batailles qui se déroulent dans un climat d'anticommunisme de guerre froide. Robert Lafleuriel, premier secrétaire fédéral donne le ton en signant un éditorial des "Nouvelles" : "Ensemble contre le chômage, pour la sauvegarde de notre industrie". Aux élections cantonales du 18 mars 1979, Michel Barral, candidat de toute la gauche sur le canton de Chasseneuil est élu au second tour avec 52,9%. Les élections européennes de mars 1979 seront dans l'ensemble du pays très décevantes pour le P.S. qui comptait bien creuser l'écart sur le P.C.F. En Charente, la liste Marchais obtient 23,18%, celle de Mitterrand 25,6%. Mais ce résultat est trompeur. Le Parti Communiste a l'impression qu'il est en train de gagner son pari par le biais de "L'union à la base" dans les luttes. Cependant les atouts de Mitterrand sont incontestables : démonstration est faite qu'il a su dynamiser un socialisme moribond en 1970 mais devenu crédible. Le P.S. est solidement implanté dans l'appareil d'Etat et de nombreux hauts fonctionnaires et chefs d'entreprises commencent à lui faire les yeux doux. Les socialistes peuvent s'appuyer sur la montée "d'un bloc sociologique" où dominant de plus en plus de salariés urbains. Dans l'électorat français, les couches moyennes salariées représentent un groupe de dimension équivalente à celle du groupe ouvrier. Or c'est dans ces couches, où les femmes sont de plus en plus nombreuses, que le P.S. enregistre sa plus grande percée. Sans compter que la tendance socioculturelle (montée des aspirations libératrices à tonalité Hédoniste et permissive) fait les beaux jours du P.S. Le P.C.F. reste dominant chez les ouvriers. Mais la place de ces derniers est relativement moins grande. C'est ainsi que le P.C. va perdre son hégémonie dans la gauche française. De plus, son image qui s'était profondément transformée favorablement dans l'opinion, va de nouveau régresser très rapidement, pénalisée par la crise des Pays de l'Est ; y compris dans les rangs des électeurs communistes. Au printemps 1978, 55% seulement des électeurs communistes déclarent qu'ils voteraient pour G. Marchais aux élections Présidentielles. Pourtant les militants communistes ne ménagent pas leur peine. Nous avons recensé en Charente nombre de leurs actions. Ils s'appellent eux-mêmes les "Avocats du Peuple". La section d'Angoulême avec M. Blanchon est en permanence "sur le pont". Contre les impôts locaux, une forte délégation conduite par G. Faye et G. Emon, envahit le bureau du Maire d'Angoulême, forte d'une pétition comprenant 8.000 signataires, etc... Ce sont les luttes pour les libertés, contre la censure et pour les Droits de l'Homme. La C.G.T. est interdite à la télévision, des militants sont arrêtés. La propagande dans les entreprises est très importante. Mais le P.C.F. se place du côté de la défense de la politique de l'U.R.S.S. Le "Phare", journal de section de la fonderie de Ruelle, reprend à son compte les explications de l'U.R.S.S. concernant l'Afghanistan, etc... C'est l'expulsion des travailleurs maliens par le maire giscardien de Saint Maur sur la ville de Vitry, suivie d'une maladresse et de brutalités inadmissibles, par les élus de Vitry, contre les maliens. Les médias sautent sur cette occasion rêvée et repassent les événements en boucle. Le P.C.F. est taxé de racisme. La campagne des élections présidentielles va s'appuyer en Charente, comme dans tout le pays, sur une mobilisation militante exceptionnelle. Le volume de propagande est énorme. Mais, là encore, la volonté de se différencier à tout prix se retourne contre l'esprit militant exceptionnel. En Charente G. Marchais obtient 32.052 voix soit 16,01% et au plan national 15,29%. La mobilisation exceptionnelle des communistes n'a pas obtenu le résultat escompté. Très grosse déception. Le P.C.F. paye de ne pas avoir tiré toutes les conséquences du XXIIème Congrès du P.C.U.S. en 1956. Mais également les effets pervers de l'orientation du programme commun. Les élections législatives du 14 juin 1981, qui suivront les présidentielles, seront un triomphe pour Mitterrand et son parti. Avec 36% des suffrages il obtient 3/5 des sièges. En Charente, A. Soury est élu au second tour avec 54,94% des suffrages. La gauche rassemblait 61,2%. Il n'avait manqué que 900 voix au candidat socialiste pour être présent au second tour, et ainsi priver Soury de son siège. Le P.S. progresse chez

les femmes, les employés, les cadres moyens, les agriculteurs. Il est majoritaire dans le monde du salariat. On parle de gauche sociologique.

Participation au Gouvernement

Contrairement aux mois et aux années qui ont précédé, la direction nationale du P.C.F., fait état, subitement, d'une convergence avec le programme du Parti Socialiste. Mitterrand ne cache pas ses intentions : "Ma politique avec les communistes consiste à les faire disparaître". Claude Estier, de son côté, explique au Président américain Bush : "Les communistes vont rester au gouvernement. Ils y resteront trop longtemps, sans doute, ce qui leur fera perdre des voix et les ramènera à 10 ou 11%". On peut se poser la question suivante : le P.C.F. n'était-il pas devenu un simple parti électoraliste ? Ce qui lui aurait fait tout simplement oublier la vie des gens. D'autant que les caractéristiques du moment influencent fortement le social et le politique. Le niveau des luttes fléchit, adieu le grand rêve de libération sociale. Le chômage élargit et stimule les grands reflux idéologiques. L'activité des ministres communistes n'est pas sans qualité reconnue par tous, Mais... Le dynamisme militant s'est émoussé avec le choc de 1981. Il va s'accroître avec la montée de la contestation dans le parti même. L'ultra libéralisme devient à la mode avec les séries télévisées "Vive la crise" (avec la participation très médiatisée de l'acteur Y. Montand). Mais surtout, ces problèmes surviennent dans un moment où les repères de classe s'amenuisent : en 1976, 68% se disaient appartenir à une classe – 62% en 1980, - 56% en 1986. Mais c'est chez les ouvriers que la chute est la plus brutale : 76% en 1976 ; ils ne sont plus que 50% en 1986. Nous l'avons déjà dit, nous n'insisterons pas sur le second problème qu'est pour le P.C.F. la crise des pays socialistes et l'alignement sur les positions les plus conservatrices de ces pays, dans un moment où le parti s'affaiblit. En décembre 1982, 69% des français considéraient que le système socialiste tel qu'il fonctionnait en U.R.S.S., était un échec, contre 43% dix ans plus tôt. C'est dire, dans ces conditions, combien les inflexions de l'été 1982, quand le P.S. décrète la rigueur, vont prendre le P.C.F. de plein fouet et le mettre dans une situation inconfortable qu'il ne maîtrise plus. Cette situation va s'accroître et envenimer les contestations de plus en plus vives dans le parti. Au fond, la direction du P.C.F. ne sait plus que faire. Au plan départemental, pour les élections européennes de 1984, le parti passe de 32.000 électeurs en 1979 à 17.000 en 1984. En cinq ans il a perdu la moitié de ses électeurs. La tendance est la même au plan national. Ce score est le plus faible depuis 1932. Pour expliquer ses "dégringolades" successives, le P.C.F. aura tendance à utiliser fréquemment l'expression "Vote utile". La réalité est qu'alors que Mitterrand préconise avec acharnement le vote d'une loi scélérate pour appliquer "La flexibilité" au monde du travail, le P.C.F. continue de chuter lourdement lors des élections législatives et régionales du 16 mars 1986. En Charente, "La Charente Libre", concernant les résultats du P.C., titre : "Le coup de massue". Dans ce même quotidien, A. Soury qui perd son siège de député déclare : "C'est la faute au P.S.". Pourtant le Parti a mené dans tout le département une importante et bonne campagne, avec un effort conséquent sur la présentation, la forme et le contenu de son matériel de propagande, à l'exemple du journal "La Liberté d'Angoulême". Pourquoi les communistes sont-ils devenus des cassandres ? La question ne recevra pas de réponse et en 1992, pour les élections régionales, la carte électorale du P.C.F. sera celle de 1926 !... Nous avons volontairement décidé d'arrêter nos travaux sur "L'Histoire du Parti Communiste en Charente" à la date de 1986 ; pour la simple raison que les questions décisives qui se posaient à cette date, concernant le P.C.F., n'ont jamais été résolues. Ce n'est pas à l'historien de les régler, mais aux intéressés, c'est à dire les adhérents du Parti Communiste.

L'Avenir ?

Le P.C.F. a-t-il encore un avenir ? Une utilité ?

Tout dépendra de sa façon de répondre, entre autres, à la formidable crise des représentations politiques, au bouleversement sans précédent du travail, aux attentes de cette énorme masse, qui ne cesse d'enfler, des "nouveaux pauvres" (une dizaine de millions de personnes) où les cultures ouvrières traditionnelles se trouvent très sérieusement altérées. Sa capacité à retrouver dans l'urgence une crédibilité dans une évolution paradoxale du monde du travail qui subit un bouleversement sans précédent sous les coups du capitalisme et se recompose. Sa capacité de se dégager de ce que nous nommerons la "Centralité de la figure ouvrière" et aux images anciennes du mouvement ouvrier, quand les équilibres globaux du salariat sont en train de se redessiner. Une chose est sûre et définitive : il n'y a plus de vision possible d'une mythique classe ouvrière, élément moteur du mouvement communiste, appelée à libérer de ses chaînes toute l'Humanité. Il n'y aura jamais de "Grand soir". Ce qui ne veut pas dire la disparition du groupe ouvrier. Au contraire il résiste et s'ouvre sur l'expérience de tous les autres groupes du salariat, constituant par là même une solide force sociale de référence.

"...Tout au contraire, par sa connivence maintenue avec les révolutions contemporaines du travail et par la culture de critique sociale que l'histoire lui a forgée, les collectifs ouvriers restent un axe sociologique crucial des projections alternatives futures, un pivot des figures militantes du salariat. Cela est vrai d'une société comme la notre. Le constat l'est peut-être plus encore si l'on se place à l'échelle de la planète, dans la complexité de ces évolutions qui mélangent la temporité, qui entrecroisent les pulsions du futur et résistance farouche de l'ancien..." (Conclusion de l'ouvrage "La France Ouvrière", tome III, page 252, éditions de l'Atelier).

Autre importance d'un élément qui se confirme : la fin des appartenances traditionnelles du monde du travail et la tendance qui se dirige dans le sens à l'autonomie élargie des personnes. Cet événement bouscule sans ménagement la culture communiste du "Tout collectif" qui a perdu de son attraction et marque sérieusement le pas. Comment y répondre ? Une chose est sûre, le P.C.F. doit en tirer rapidement toutes les conséquences et notamment : quelle est la place de l'individu dans la société ? Sachant qu'elle n'est pas donnée d'avance. Elle reste à définir. Vaste chantier !

*"— Individu isolé, assigné à sa place par des structures contraignantes ?
— Individu concurrent confronté à tous les autres sur la scène exclusive du marché ?
— Ou individu solidaire assumant la double face de son individualité irréductible et de son universelle humanité ?" (§ "La France Ouvrière", déjà citée, page 251)*

On le voit la question est d'importance. Cela reste à définir, sachant que la recherche des solidarités en actes et la volonté de mise en commun de destins restent de puissants facteurs de dynamisme humain, des stimulants dans la recherche de convergences durables.

*"La dilution de l'individu, la délégation des procédures de choix tendront à reculer. Les organisations centralisées, hiérarchisées et délégataires marqueront sans nul doute le pas ; mais demeurera l'exigence d'une organisation en réseaux, permettant la confluence des multiples..." (Conclusion de l'ouvrage "La France Ouvrière", tome III, page 251, éditions de l'Atelier). **L'idée de la novation doit impérativement faire son chemin en travaillant à dépasser les formes héritées de l'ancien, tel est le défi auquel le P.C.F. se trouve confronté. Il y va de son avenir, de son utilité ou de sa disparition***

André PRECIGOU